

## ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL



Veille n° 41 – 18 novembre 2019

### Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	2018	Prévisions 2019 (Projet de Plan budgétaire 2020)	Prévisions 2020 (Projet de Plan budgétaire 2020)
Croissance PIB (%)	3,5	2,4	1,9	2,0
Déficit public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,4	- 0,1	0,0
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7	3,1	2,9
Dettes (% du PIB)	127	123,6	119,3	116,3
Taux de chômage (% PA)	8,9	7	6,3**	5,9
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1,2	0,8	1,6

Indicateurs du commerce extérieur	Janvier – Septembre 2019
Exportations de biens (Md€, INE)	44,6 (+ 2,5 % en g.a.***)
Importations de biens (Md€, INE)	60,1 (+ 7,9 % en g.a.)
	Janvier – Août 2019
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	23 (+ 4,6 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	1,1 (+ 10,9 % en g.a.)

\* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

\*\* Le taux de chômage était de 6,6 % en septembre 2019 selon l'INE

\*\*\* Glissement annuel

### Situation macroéconomique

#### - Les prévisions de la Commission européenne sont plus optimistes que celles du Gouvernement

Dans ses prévisions d'automne publiées le 7 novembre, la Commission européenne anticipe une croissance du PIB portugais de 2 % en 2019 contre 1,7 % dans ses estimations de juin et 1,9 % dans le [projet de plan budgétaire](#) présenté par le gouvernement portugais à la mi-octobre. La Commission note que la croissance portugaise au 1<sup>er</sup> semestre a été plus forte que prévue (0,6 %) malgré « un contexte extérieur fragile » et offre de meilleures perspectives pour l'année. Les prévisions budgétaires se rapprochent de celles du gouvernement, le déficit public devrait atteindre – 0,1 % en 2019 et les comptes des administrations publiques devraient être à l'équilibre en 2020. La Commission alerte toutefois sur la dégradation de la balance du commerce extérieur qui devrait passer d'un excédent de 0,1 % du PIB à un déficit de près de 1 % en 2021. Elle souligne qu'en 2019, pour la deuxième année consécutive, les importations devraient augmenter beaucoup plus rapidement que les exportations et entraîner un déficit commercial. Pour rappel, le projet de budget ne devrait être présenté au Parlement portugais qu'à la mi-décembre en raison des élections législatives.

Par ailleurs, l'INE a publié les chiffres de la croissance du 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 : le taux de croissance a atteint 0,3 % contre 0,6 % au trimestre précédent, en glissement annuel il se maintient à 1,9 %.

- **Moody's abaisse la perspective de la note du secteur bancaire portugais**

L'agence de notation financière a changé abaissé la perspective associée à la notation des banques portugaises, de « positive » à « stable » en raison du ralentissement économique. L'agence souligne toutefois que « le capital, la rentabilité et les conditions de financement des banques resteront solides sur les 12 à 18 prochains mois et qu'elles vont continuer à réduire le niveau des actifs non-performants ». Selon *Moody's*, la rentabilité des banques devrait rester proche des niveaux actuels grâce à une baisse des provisions bancaires et à une politique de réduction des coûts pour compenser le ralentissement du volume de transactions et la faiblesse des taux. Les bénéfices des principales banques portugaises se sont contractés de 15 % sur les 9 premiers mois de l'année, principalement en raison de l'augmentation des pertes de *Novo Banco*, du fait de sa restructuration, et de la baisse de 50 % des bénéfices de *BPI* par rapport en 2018 lorsqu'elle avait bénéficié de l'effet de plusieurs opérations exceptionnelles. L'agence estime que le ratio de prêts non-performants devrait continuer à diminuer pour passer de 8,9 % en juin 2019 à 8,1 % fin 2020 mais rappelle qu'il reste considérablement plus élevé que la moyenne européenne (3 %). Elle prévoit un taux de croissance de 1,7 % du PIB en 2019 qui ralentira progressivement à 1,5 % et considère que l'endettement des ménages reste un facteur de préoccupation et qu'il existe une « probabilité modérée » que le gouvernement doive soutenir les deux plus grandes banques portugaises, la *Caixa Geral dos Depósitos* et la *BCP*.

- **Le Gouvernement approuve une nouvelle hausse du salaire minimum à 635 € par mois**

Le Gouvernement a approuvé, sans l'accord des partenaires sociaux, une hausse du salaire minimum de 6 %, ce qui représente d'après le cabinet *EY* une hausse de 31,15 € par mois pour chaque salarié, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ; 720.000 salariés sont concernés. La décision s'inscrit dans la stratégie de revalorisation de la Rémunération Minimale Mensuelle Garantie (RMMG) annoncée par l'exécutif après sa prise de fonction qui vise à augmenter progressivement le salaire minimum pour atteindre 750 € sur 14 mois en 2023. Depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, le salaire minimum a progressé de 14 % entre 2015 et 2019, de 505 à 600 € sur 14 mois mais il reste le plus faible d'Europe occidentale et est largement inférieur au salaire minimum espagnol (900 € sur 14 mois).

## Situation budgétaire

- **Les résultats du 1<sup>er</sup> semestre tendent à confirmer les prévisions budgétaires les plus optimistes**

Le Conseil des Finances Publiques (CFP) a publié un nouveau rapport sur la base des résultats budgétaires du premier semestre, qui tendent à confirmer ses prévisions favorables (excédent de 0,1 % en 2019) tandis que les prévisions du gouvernement dans son Projet de Plan Budgétaire prévoient un déficit de 0,1 % cette année. L'actualisation du CFP repose sur la publication de plusieurs statistiques du 1<sup>er</sup> semestre : le déficit enregistré a atteint 0,8 % du PIB semestriel (-1,4 pp par rapport à 2018) ; hors recapitalisation de *Novo Banco* (1,1 % du PIB), les administrations publiques auraient donc dégagé un excédent de 0,3 %. Sur les six premiers mois de l'année, les recettes fiscales ont augmenté de 5,5 %, soit un taux supérieur à l'estimation annuelle du ministère des Finances (4,1 %), tandis que la croissance de la dépense publique est restée contenue.

## Situation des établissements bancaires

### - La Banque du Portugal alerte sur la concurrence des « nouvelles banques »

Le gouverneur de la Banque du Portugal, Carlos Costa, souligne que la croissance rapide des banques de nouvelle génération au Portugal, supérieure à l'Espagne, menace le secteur bancaire traditionnel et pourrait bouleverser sa structure. D'après les données de la banque digitale *Revolut* fondée en 2015, un des fleurons de la *fintech* (technologies financières), l'entreprise compterait 312.000 utilisateurs au Portugal en octobre 2019, contre 98.000 fin 2018. Le taux de pénétration est significativement plus élevé qu'en Espagne où la banque compte 390.000 clients pour 40 millions d'habitants. Pour mémoire, *Revolut* a annoncé cet été l'ouverture prochaine d'un centre de services dans la région de Porto

Lors d'une récente conférence sur la « Banque du Futur » organisée par le journal *Negócios*, le PDG de la banque en ligne *N26*, entrée sur le marché portugais en 2017, a annoncé qu'elle devrait franchir la barre des 100.000 utilisateurs au Portugal d'ici la fin de l'année. Il a par ailleurs indiqué qu'il souhaitait à terme proposer des activités de crédits sur le marché portugais une fois que la banque aura suffisamment développé sa clientèle (le chiffre de 500.000 clients au Portugal a été avancé), sans donner de date précise.

### - La banque portugaise Millennium BCP publie ses meilleurs résultats depuis 12 ans

Les profits nets de la banque Millennium BCP ont augmenté de 5 % sur les 9 premiers mois grâce à une hausse du nombre de ses clients et un assainissement de son portefeuille d'actifs. La banque a en effet réduit son exposition aux actifs toxiques de 27 % à 4,6 Md€. Le nombre de clients de la banque a lui augmenté de 5 % pour atteindre un record de près de 5,1 M, grâce au développement de plateformes digitales et de solutions en ligne. Les clients mobiles représentent désormais près de 40 % de la clientèle de la banque.

## Sectoriel

### - Anacom se voit retirer la gestion du déploiement de la 5G au Portugal

Le Ministère des Infrastructures va assumer la gestion du déploiement du réseau 5G à la place du régulateur des télécommunications, Anacom. Le gouvernement reprocherait notamment au président d'Anacom, M.Cadete de Matos, de ne pas être encore parvenu à récupérer le spectre de 3,5 Ghz, une bande essentielle pour développer intégralement le réseau 5G, actuellement détenue par l'entreprise britannique *Dense Air*. Après 18 mois de tractations Anacom avait en effet laissé à *Dense Air* la licence d'exploitation de la fréquence jusqu'en 2025, malgré l'opposition du gouvernement, des opérateurs *NOS* et *Vodafone* et les pressions d'*Altice* qui a récemment appelé à la dissolution du conseil d'administration d'Anacom après avoir, à plusieurs reprises, demandé la démission de son président. Il est notamment reproché à Anacom d'avoir favorisé *Dense Air* et à l'entreprise, de ne pas avoir utilisé la bande pendant 2 ans après en avoir récupéré les licences d'exploitation en 2010. Le gouvernement estime désormais que le spectre doit être considéré comme un bien public et géré comme tel et donc être retiré de la responsabilité d'Anacom afin d'assurer un déploiement complet et optimal de la 5G. Le processus d'enchères annoncé par Anacom pour avril 2020 est aussi sous le feu des critiques, notamment de la part de l'Association des Opérateurs de Communication électroniques (APRITEL) qui estime que la disponibilité effective de la quantité de spectre considérée comme effective par la Commission européenne n'est pas garantie et que le calendrier est « court ». De son côté, le président d'Anacom affirme que *Dense Air* va conserver les licences d'exploitation de la bande mais avec une réduction du spectre attribué, toutefois non précisée.

- **La ville de Lisbonne adopte de nouvelles mesures pour encadrer les services d'hébergement**

La municipalité de Lisbonne a approuvé un nouveau Règlement de l'Hébergement Local qui élargit l'interdiction d'ouvrir de nouveaux établissements d'hébergement local (ex. Airbnb, Booking etc.) aux quartiers de Baixa, de l'Avenue de la Liberté et de l'Avenue de la République et étend la zone de « restriction relative », limitant le nombre d'autorisations, au Bairro das Colónias. Le règlement suspend l'attribution de licences d'hébergement local dans les zones où le ratio d'établissements d'hébergement local rapporté aux logements permanents dépasse 20 %.

Ce nouveau règlement, dont une première version avait été approuvée en avril, entérine la suspension, initialement provisoire, des autorisations de nouveaux hébergements locaux dans les quartiers touristiques de Bairro Alto / Madragoa et de Castelo / Alfama / Mouraria décidée l'an dernier après l'adoption d'une nouvelle législation qui confère aux autorités locales la possibilité de définir leurs propres quotas d'hébergements locaux.

- **L'entreprise chinoise CNIC sort presque intégralement du capital d'EDP**

Le 5 novembre, *CNIC* a vendu 1,33 % du capital d'*EDP*, soit 49 millions d'actions, pour un montant total de 175,6 M€ (3,6 €/action) et détient désormais moins de 0,01 % du capital de l'énergéticien. Une semaine auparavant l'entreprise avait annoncé une première réduction de ses participations de 4,34 % à moins de 2 % suivie d'une autre cession de titres plus modeste. Cette vente intervient 5 mois après l'échec de l'OPA du groupe chinois *China Three Gorges*, l'actionnaire majoritaire d'*EDP* (23,3 %). Les analystes financiers divergent sur l'interprétation de la réduction de la participation de l'Etat chinois au capital d'*EDP* (les parts détenues par les deux entreprises publiques étant comptabilisées ensemble) : certains considèrent que l'opération témoigne d'un désintéressement de la Chine à l'égard d'une participation minoritaire, les objectifs stratégiques d'une prise de contrôle étant désormais éloignés ; d'autres analystes considèrent que la prise de participation de *CNIC* était initialement conçue comme un appui supplémentaire à *CTG* en vue de l'OPA et que l'échec de cette dernière en aurait réduit la pertinence.

- **Nokia et Siemens annoncent de nouveaux recrutements au Portugal**

Le groupe finlandais a annoncé, au cours du *Web Summit*, qu'il allait ouvrir un centre d'excellence au Portugal qui emploiera 100 professionnels dans le domaine des nouvelles technologies, qui s'ajouteront aux 2.000 personnes déjà employées par *Nokia* dans son centre d'Amadora. D'après *Nokia* le centre servira à soutenir le développement global des activités du groupe dans les nouvelles technologies, notamment *cloud*, 5G et l'internet des objets. Le Premier Ministre Portugais s'est félicité de la nouvelle et a estimé qu'il était nécessaire d'élargir l'accès aux formations d'ingénieurs en insistant notamment sur l'enseignement des mathématiques.

Au cours d'un entretien avec Antonio Costa, le PDG de *Siemens* au Portugal, a également annoncé un investissement dans la fabrication de chargeurs pour des véhicules électriques dans l'usine de Corroios, qui devrait entraîner le recrutement d'une centaine d'employés.

- **La Fondation Gulbenkian a conclu la vente de Partex**

La Fondation Gulbenkian a annoncé avoir vendu sa société pétrolière *Partex* à l'entreprise publique thaïlandaise *PTTEP* pour un montant de près de 555 M€. L'accord de vente avait été signé le 17 juin dernier et résultait de la volonté de la fondation de se séparer de ses activités liées aux énergies fossiles dans un souci de cohérence avec sa vision d'un « futur durable ».

## Divers

### - Le Portugal sera l'un des pays les plus affectés par le vieillissement de sa population

Selon l'agence de notation *Moody's*, le Portugal fait partie des pays dont l'impact négatif du vieillissement de la population sera le plus prononcé. D'après les simulations de l'agence, la tendance démographique du Portugal pourrait entraîner un recul du PIB potentiel pour se rapprocher de zéro voire devenir négatif dans les deux décennies à venir. Selon le rapport, en l'absence de croissance de la productivité et/ou de mesures susceptibles d'améliorer la croissance potentielle, l'impact du vieillissement de la population sera parmi les plus importants sur les 12 pays analysés.

En parallèle, le rapport [Ageing Europe 2019](#) a été publié par Eurostat. Il fait état d'une accélération du vieillissement plus prononcée au Portugal que dans les autres pays européens à cause d'un taux de natalité historiquement faible, de la hausse de l'espérance de vie et de certaines dynamiques migratoires. D'après le rapport 47,1 % de la population portugaise sera âgée de 55 ans ou plus en 2050, soit la part la plus élevée d'Europe.

### - Le gouvernement souhaite créer une banque publique d'investissement

Au cours des débats parlementaires sur le Programme du Gouvernement, le Ministre de l'Economie, Pedro Siza Vieira a annoncé vouloir créer une « véritable banque publique d'investissement » qui regrouperait plusieurs sociétés du Ministère de l'Economie afin de faciliter le financement des entreprises portugaises. La structure finale de l'institution n'est pas encore arrêtée et le projet devra encore être approuvé par la Commission européenne et la Banque du Portugal.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à [lisbonne@dgtresor.gouv.fr](mailto:lisbonne@dgtresor.gouv.fr))

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Ambassade de France au Portugal – Service Économique  
[tresor.economie.gouv.fr/pays/pt](http://tresor.economie.gouv.fr/pays/pt)

Rua Santos-o-velho, 5,  
1249-079 Lisbonne – Portugal

Rédigé par : Louis DIEVAL & Clarinda GONCALVES  
Revu par : Stanislas GODEFROY